

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 24 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS FRANCE

Distripôle - Batiment C

Allée des Peupliers

01150 Saint-Vulbas

Références : 20250218-RAP-S21

Code AIOT : 0010100007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 février 2025 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE - Distripôle - Bâtiment C implanté Allée des Peupliers à Saint-Vulbas.

L'inspection a été annoncée le 27 janvier 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE - Distripôle - Bâtiment C
- Allée des Peupliers - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0010100007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site GXO LOGISTICS de Saint-Vulbas est un entrepôt logistique stockant les produits de la société FLUIDRA, entreprise espagnole spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits pour l'entretien des piscines.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale daté du 09 septembre 2024.

Il est classé SEVESO Seuil Haut, compte tenu du caractère principalement « dangereux pour l'environnement » des produits stockés.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Accueil secours	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.4	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
5	Accessibilité, voie engins et aire de mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	POI	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Servitudes d'utilités publiques	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 8.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 1.5.1
3	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.3
6	Rétention des eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.5
8	Effets toxiques en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 8.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour but de vérifier la mise en place de différentes mesures que l'exploitant avait mentionnées dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et non encore mise en œuvre lors de l'inspection réalisée en avril 2024 dans le cadre de l'instruction de la demande.

Il apparaît que l'exploitant a réalisé l'essentiel des travaux attendus, ceux concernant l'accessibilité aux services de secours devront cependant être réceptionnés par le SDIS 01.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de déposer, auprès des services préfectoraux, un porter-à-connaissance relatif à la modification de la paroi EST de l'entrepôt et un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : A la date de l'arrêté préfectoral et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis en séance la copie de l'acte de cautionnement solidaire n°2860216 daté du 03 février 2025 établissant le contrat entre EULER HERMES FRANCE et GXO LOGISTICS FRANCE qui garantit pour un montant maximum de 626 480 € la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ainsi que les interventions en cas d'accident ou de pollution.

<p>Ce contrat prend effet à compter du 27 janvier 2025 et expire le 26 janvier 2028. L'exploitant indique également avoir transmis ce document à la préfecture.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cellule 2 - Façade EST : bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 et flocage pour justifier d'une paroi coupe-feu 4h (...)</p> <p>Mur séparatif entre cellule 1 et cellule 2 : porte-coupe feu a minima EI120 (...)</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de la façade EST, un flocage a été réalisé sur toute la hauteur de la paroi, pour une épaisseur de 8 cm et sur une longueur d'environ 70 m correspondant à la zone de stockage, la longueur de paroi en face de la zone de préparation restant en bardage métallique double paroi avec isolation minérale. Le flocage est attesté comme ayant conféré à la paroi une spécificité coupe-feu finale de 4 heures.</p> <p>L'exploitant a justifié la non nécessité de réaliser le flocage sur la totalité de la paroi par la remise d'une simulation Flumilog démontrant l'absence d'effet thermique de plus de 5 kW/m² à l'extérieur de l'établissement en cas d'incendie de la cellule 2.</p> <p>En ce qui concerne la porte coupe-feu séparant les cellules 1 et 2, l'exploitant a mandaté un bureau d'études pour l'expertiser et déterminer son degré coupe-feu. Celui-ci n'a pas encore rendu son rapport. L'inspection des installations classées rappelle que pour considérer que les 2 cellules sont indépendantes, les portes coupe-feu doivent être au moins EI120.</p> <p>S'il s'avère que les portes actuelles ne répondent pas à cette exigence, elles devront être remplacées (ou une deuxième porte EI60 ajoutée en vis-à-vis de la porte EI60 existante).</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées à la suite du constat :</p> <p>La situation de l'établissement n'étant pas conforme à la description faite dans le dossier de demande d'autorisation ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 09/09/2024, l'exploitant doit transmettre à madame la Préfète de l'Ain, un dossier de porter-à-connaissance relatif au flocage partiel de la paroi EST.</p> <p>S'agissant des portes coupe-feu entre les cellules 1 et 2, l'exploitant doit justifier de leur caractéristique minimale EI120.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 3 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les produits sont stockés dans les différentes cellules suivant les dispositions du tableau ci-dessous :

Famille de produits	Cellule 1	Cellule 1 bis	Cellule 2
Produits combustibles 1510	X	X	X
Dangereux pour l'environnement 4510 – 4511		X	
Liquides inflammables 1436 – 4330 – 4331		X	
Solides inflammables 1450		X	
Solides comburants 4440	X		
Gaz à effets de serre 1185	X		X
Lessive de soude ou potasse caustique 1630			X
Aérosols 4320 – 4321		X	

L'exploitant s'assure en permanence que la quantité de produits organohalogénés stockées reste inférieure à 200 tonnes.

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks de l'établissement établi chaque jour. Celui-ci permet de connaître les quantités stockées, par rubrique ICPE et par cellule. L'exploitant a défini un seuil d'alerte qui lui permet de stopper tout approvisionnement en cas de dépassement et ainsi ne pas dépasser les quantités maximales autorisées.

Au jour de l'inspection, les quantités maximales autorisées sont respectées.

L'emplacement de stockage des différents types de produits en fonction de leurs caractéristiques de danger, vérifié par sondage, n'appelle pas d'observation.

Par ailleurs, mensuellement, l'exploitant établit l'inventaire des produits organohalogénés stockés. Depuis le début de l'exploitation en octobre 2024, la quantité de produits organohalogénés stockés n'a jamais excédé 50 t alors que la période correspond à l'activité maximale du site.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accueil secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
Constats : L'exploitant a équipé le site du dispositif « Batifire » lui permettant de mettre à disposition des secours les documents utiles pour leur intervention. Néanmoins, il apparaît que les documents actuellement téléchargés dans le dispositif sont difficilement utilisables en situation de crise car trop lourds, trop nombreux et trop compliqués. De plus, l'exploitant ne met pas à la disposition des secours l'état des stocks qu'il tient à jour. Cependant, le site dispose d'un poste de garde présent 24h/24 (mutualisé avec les autres établissements du distripôle) qui est chargé d'accueillir les secours.
Demande de l'inspection des installations classées à la suite du constat : L'exploitant doit redéfinir les documents mis à la disposition des services de secours en cas d'intervention. Pour cela, il pourra utilement suivre la notice d'aide à la réalisation d'un plan de synthèse opérationnel (PSO) rédigée par le SDIS de l'Ain, transmis en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 1 mois

N° 5 : Accessibilité, voie « engins » et aire de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention. (...) Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. (...) La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ». Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none">• la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;• l'accès au bâtiment ;• l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;• l'accès aux aires de stationnement des engins. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la largeur minimale de la bande de roulement : 3,5 mètres• dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 11 mètres.

- la voie résiste à une charge de 13 tonnes par essieu ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Cette voie « engins » peut être mutualisée avec l'établissement voisin à la condition que les règles d'accessibilité énoncées ci-dessus soient respectées. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, une aire de retournement est disponible au niveau de l'impasse. Cette aire de retournement respecte les caractéristiques indiquées dans la fiche technique 2-4-2 du règlement départemental de la D.E.C.I de l'Ain daté du 01/03/2017.

(...)

L'établissement dispose de 2 aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés) :

- au nord, au niveau de l'aire de retournement,
- au sud, au niveau de la place PMR.

Constats :

L'exploitant a mené des travaux pour améliorer l'accessibilité de l'établissement aux engins de secours. Un nouvel accès a été ouvert à l'angle nord-ouest du site, en supplément de ceux existants, la voie « engins » du côté ouest a été élargie.

Les voies à l'est, l'ouest et sud servent uniquement de voies pompiers, elles ne sont pas accessibles aux autres véhicules, le marquage au sol est partiellement effacé, il doit être renouvelé.

Le jour de l'inspection, des travaux étaient en cours pour élargir la voie « engins » au niveau de l'angle sud-est, celle-ci ayant été rétrécie par erreur lors de travaux menés sur les bordures devant servir à la rétention des eaux incendie.

À l'arrière du bâtiment, côté nord, une aire de retournement a été aménagée à l'extrémité de la voie « engins », au niveau de mur coupe-feu séparant les cellules 1 et 2. C'est à ce niveau que se tient l'aire de mise en station échelle. Un doute persiste sur la possibilité de réaliser une mise en station et des manœuvres de retournement simultanément.

Côté sud, l'aire de mise en station est située au niveau de l'ancien stationnement PMR, au droit du mur coupe-feu séparant les cellules 1 et 2. Ces aires de mise en station ne sont, pour l'instant, pas signalées.

Demande de l'inspection des installations classées à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS de l'Ain pour s'assurer que les travaux réalisés en terme d'accessibilité sont de nature à permettre une intervention efficace des secours en cas d'accident.

Les marquages réglementaires au sol signalant les voies « engins » doivent être renouvelés et les zones de mise en station doivent être signalées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Délai : 3 mois

N° 6 : Rétention des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La zone des quais de chargement située en point bas du site est aménagée et étanchée de manière à constituer une capacité de rétention intermédiaire de capacité suffisante pour contenir les effluents. Cette capacité de rétention, calculée selon la règle D9A, est d'au moins 1809 m ³
Constats : L'exploitant a fait procéder au relèvement des bordures des trottoirs de la zone des quais de déchargement pour constituer une rétention des eaux d'incendie. Un géomètre expert a attesté le volume de cette zone à 2 249 m ³ .
Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un P.O.I. (Plan d'Opérations Internes) conformément à l'article R.181-54 du code de l'environnement et à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014. Pour toute société incluse dans le P.O.I. de l'exploitant, l'exploitant devra notamment mettre en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• mise en place d'un moyen d'alerte ;• mise à disposition et suivi sur les entreprises concernées d'un moyen de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte entre l'exploitant et les sociétés concernées• rédaction commune d'une fiche réflexe ;• information du personnel des entreprises concernées sur les risques générés par l'exploitant ;• réalisation annuelle d'un exercice commun avec les sociétés concernées.
Constats : L'exploitant a montré en séance une version de POI daté de février 2025, il a indiqué vouloir finaliser le document dans les prochains jours (une réunion finale avec les représentants du site voisin (bâtiment B du distripôle) est programmée avant la fin du mois de février). La fiche réflexe 1bis, relative à l'incendie de la cellule 1 bis la plus proche de l'entrepôt voisin, prévoit l'appel au responsable de ce bâtiment pour que celui-ci déclenche l'évacuation du bâtiment B. Néanmoins, un seul numéro de téléphone est indiqué (numéro du téléphone mobile professionnel du responsable du site), ce qui laisse craindre des manquements en cas d'absence de cette personne.
Demande de l'inspection des installations classées à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que le site voisin peut être joint en cas d'incendie ; et ce en toutes circonstances. Le POI doit être corrigé en ce sens et comporter un engagement du site voisin à mettre en œuvre les mesures préconisées dans le POI. Le POI finalisé doit être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 1 mois

N° 8 : Effets toxiques en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : (...) l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les modélisations des effets toxiques induits par un incendie des bâtiments en y intégrant les émissions de fluorure d'hydrogène (HF) liées à la combustion des produits fluorés potentiellement présents dans l'installation.
Constats : L'exploitant a transmis, peu avant la date de l'inspection, la modélisation des effets toxiques induits par les émissions de fluorure d'hydrogène (HF) issues de l'incendie complet du bâtiment (soit les 3 cellules de stockage). Pour cette modélisation, il a été considéré, de façon très majorante, que les produits stockés au sein de l'établissement et classés en rubrique 1185 sont du tétradécafluorohexane, HFC contenant le plus d'atomes de fluor et que la masse maximale de ce produit dans l'établissement est de 32 t. La modélisation a été réalisée avec le logiciel PHAST en considérant un rejet vertical pour les 9 classes de stabilité atmosphériques définies dans le tableau D3 du chapitre 2 de la fiche n°2 de la circulaire du 10 mai 2010, et en considérant conformément au guide OMEGA 16 de l'INERIS que 100% du fluor présent dans les produits stockés est converti en HF. Le résultat de la modélisation montre qu'aucun des seuils de toxicité n'est atteint au niveau du sol, ni à une hauteur de 30 m du sol. Les résultats de cette modélisation ne remettent donc pas en cause les modélisations réalisées dans le cadre de l'étude de dangers du site. Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Servitudes d'utilités publiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2024, article 8.7
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise de l'urbanisme
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 3 mois, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique conformément à l'article L.515-8 du code de l'environnement. Ces servitudes concernent les effets qui sortent des limites de propriété pour les scénarii suivants : <ul style="list-style-type: none">• B1 : Incendie au niveau de chaque cellule de stockage : les effets thermiques (3, 5 et 8 kW/m²),• D3 : VCE - explosion de la chaufferie suite à la perte de confinement des tuyauteries de gaz naturel à l'intérieur de la chaufferie : les effets de surpression (20 et 50 mbar),• B4 : Dispersion de fumées toxiques suite à un incendie : les effets irréversibles.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique (SUP) car il estime ne pas y être soumis du fait que les zones d'effet en dehors des limites de propriété, retenues dans l'étude de dangers, ne concernent qu'une bande restreinte de terrain à l'est de l'établissement, correspondant à un fossé. L'inspection des installations classées a rappelé en séance que les scénarios retenus pour l'acceptabilité du projet et ceux considérés par la maîtrise de l'urbanisation ne sont pas les mêmes : en effet, si les bris de vitre générés au nord de l'établissement par le scénario D3 (explosion de la chaufferie suite à la perte de confinement des tuyauteries de gaz naturel à l'intérieur de la chaufferie) et les effets thermiques générés par le scénario B1 sur le site voisin à l'ouest de l'établissement (site qui dispose d'un POI commun avec l'exploitant) ne sont pas pris en compte dans le cadre de la matrice d'acceptabilité, ils doivent l'être pour la maîtrise de l'urbanisation. Dans ce cadre, des servitudes d'utilité publique doivent être instituées pour garder la mémoire des effets hors site de l'établissement. C'est pourquoi l'exploitant doit, comme demandé, déposer un dossier de demande d'institution de SUP. Cette demande doit notamment comprendre un plan faisant ressortir les aires soumises à servitude et les règles à appliquer, comme imposé par l'article R.515-93 du code de l'environnement.
Demande de l'inspection des installations classées à la suite du constat : L'exploitant transmet aux services préfectoraux, sous un délai maximal de 3 mois, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique autour de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois